

# L'indépendance de l'OMS en question

Les liens rapprochés de l'OMS avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ou encore avec les lobbys pharmaceutiques font sérieusement douter de son indépendance et de sa capacité à répondre aux enjeux sanitaires.

Trois jours après le début de la catastrophe de Fukushima, un porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Gregory Hartl, affirmait que «le risque de santé publique est minime pour le Japon». Lors d'une conférence de presse tenue le 13 avril, soit au lendemain du classement de l'accident au niveau le plus haut de l'échelle INES, l'OMS confirmait que les risques pour la santé à l'extérieur d'une zone de 40km autour de la centrale étaient «probablement minimes», estimant que les mesures prises par les autorités japonaises «semblaient à l'heure actuelle suffisantes». Ces déclarations rassurantes ne sauraient être comprises qu'à la lumière des liens existant entre l'agence onusienne et le lobby international de promotion du nucléaire civil. L'OMS est une agence des Nations unies chargée, selon son site internet, de «diriger l'action sanitaire mondiale, de définir les programmes de recherche en santé, de fixer des normes et des critères, de présenter des options politiques fondées sur des données probantes, de fournir un soutien technique aux pays et de suivre et d'apprécier les tendances en matière de santé publique». A l'heure de la mondialisation des échanges commerciaux et de l'augmentation des déplacements internationaux des personnes, une telle instance apparaît en effet comme nécessaire: les grandes questions de santé - pensons aux pandémies - ne peuvent en effet être abordées que sur un plan continental, voire planétaire. La gestion par l'OMS d'un certain nombre d'événements récents permet toutefois d'émettre de sérieux doutes sur le niveau d'indépendance de l'agence, et partant sur sa capacité à répondre de manière appropriée, et avec toute la transparence requise, aux catastrophes sanitaires présentes et à venir.

## L'accord entre l'OMS et l'AIEA

L'existence d'un accord liant l'OMS à l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est un fait peu connu du public. Ce texte, entrée en vigueur en 1959 et tenu secret, établit un certain nombre de règles définissant la nature des relations entre l'agence onusienne chargée de la santé publique et une autre institution de l'ONU ayant pour mandat la promotion du nucléaire civil au niveau planétaire («The Agency works with its Member States and multiple partners worldwide to promote safe, secure and peaceful nuclear technologies»). Le premier article de l'accord prévoit que «chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans le domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord». Plus explicite, l'article 3 officialise la soustraction d'informations en précisant que «l'AIEA et l'OMS reconnaissent qu'elles peuvent être appelées à prendre certaines mesures restrictives pour sauvegarder le caractère confidentiel de renseignements qui leur auront été fournis».

L'existence de l'accord «WHA 12-40» permet-il d'expliquer pourquoi l'OMS tend à adopter, lors de chaque catastrophe nucléaire, une attitude systématique de minimisation - pour ne pas dire de

négarion - des effets sanitaires de celles-ci? En 2005, dans un rapport provisoire sur les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl, l'OMS affirmait que «jusqu'à 4'000 personnes au total pourraient à terme décéder des suites d'une radio-exposition consécutive à l'accident survenu il y a une vingtaine d'années dans la centrale nucléaire de Tchernobyl». La version finale du rapport, publiée l'année suivante, parle d'une surmortalité de 9'000 décès causée par les seuls cancers solides. Ces chiffres officiels sont largement contestés: le Dr Khudoleï, du centre indépendant d'expertise écologique à l'Académie des sciences de Russie, estimait en 2006 qu'en Russie seule, il y aurait 67'000 morts imputables à Tchernobyl. La même année, Greenpeace avançait que 200'000 personnes étaient décédées des suites de l'accident et qu'un quart de million de cancers supplémentaires étaient à prévoir, dont près de 100'000 mortels. Les chiffres les plus récents, fournis par l'Académie des sciences de New York en janvier 2010, font état de 985'000 décès dans le monde attribuables à Tchernobyl entre 1986 et 2004<sup>5</sup>, des chiffres plus de 100 fois supérieurs aux estimations de l'OMS. Il faudrait encore parler des mutations génétiques induites par les rayonnements et qui ont des conséquences pour l'individu comme pour ses descendants.

Au sein même de l'agence onusienne, l'accord avec l'AIEA fait l'objet de vives critiques. Le professeur Michel Fernex, ancien médecin tropicaliste à l'OMS, a par exemple confié au site d'information Rue89 que l'AIEA a empêché la publication des actes d'un colloque tenu en 1995 sur les conséquences de Tchernobyl, Hiroshima et Nagasaki. Aujourd'hui, à la suite de la catastrophe de Fukushima, le professeur Fernex dénonce l'absence de l'OMS: «Actuellement, si vous allez au Japon et que vous cherchez l'OMS, vous ne la trouverez pas. Ils ne sont pas là. L'AIEA est là depuis le départ. C'est l'effacement total de l'OMS face à un nouvel accident nucléaire.»

## Grippe A (H1N1): un alarmisme rentable

Si l'indépendance et l'impartialité de l'OMS sont remises en cause dans le dossier du nucléaire, la gestion de la pandémie de «grippe porcine», la fameuse grippe A H1N1 de 2009-2010, laisse également de nombreuses questions en suspens. Les premiers patients infectés par ce nouveau virus ont été identifiés en avril 2009: dès l'été, la disponibilité prochaine de vaccins est annoncée. En juillet, l'OMS prévoit deux milliards (!) de malades au niveau mondial dans les deux ans, tandis que le journal français *Le Monde* titre dans son édition du 27 août: «La mortalité directe du H1N1 serait cent fois celle de la grippe saisonnière». En octobre 2009, face au risque de pandémie d'une ampleur exceptionnelle, de nombreux Etats - ceux qui, parmi les pays développés, en ont les moyens - passent commande de doses de vaccin. La Suisse, pour une population de 7,5 millions d'habitants, achète 13 millions de doses (en prévision d'une vaccination en deux doses, un protocole inhabituel et qui sera contesté par des médecins). Un plan de vaccination de la population débute à mi-novembre, dans un climat de forte méfiance, les gens refusant

Publicité



Le 26 avril, 25 ans exactement après la catastrophe de Tchernobyl, près de 500 manifestants ont dénoncé l'industrie nucléaire dans les rues de Genève. La journée avait commencé par une manifestation devant le siège de l'OMS. (photo Demir Sömezz)

largement le vaccin facultatif. Parallèlement, des quantités importantes d'antiviraux sont commandées par les gouvernements auprès de l'industrie pharmaceutique: le Tamiflu du suisse Roche, réputé le plus efficace, est massivement stocké afin de faire face à une pandémie jugée imminente par l'OMS. On se rappelle des scènes de psychose collective d'alors: en France, un plan de fermeture des écoles est prévu, tandis que la télévision se déclare prête à diffuser 500 heures de programmes scolaires.

Rapidement, des voix critiques se font entendre. Le 25 août 2009, sur la chaîne publique allemande ZDF, le virologue italo-britannique Tom Jefferson relevait que l'OMS avait assoupli au mois de mai sa définition d'une pandémie, permettant d'appliquer cette qualification à l'épisode de grippe A H1N1. Le scientifique affirme également que des représentants de l'industrie pharmaceutique siègent comme observateurs à l'OMS. Plus récemment, le Conseil de l'Europe a enquêté sur la gestion de la grippe A H1N1: dans un entretien accordé en janvier 2010 à *l'Humanité*, le président de la commission santé du Conseil de l'Europe, le médecin allemand Wolfgang Wodarg, accuse les lobbys pharmaceutiques et les gouvernements d'avoir «organisé la psychose». Il déclare notamment: «Dans les choses qui ont suscité mes soupçons, il y a donc eu d'un côté cette volonté de sonner l'alerte. Et de l'autre des faits très curieux. Comme par exemple la recommandation par l'OMS de procéder à deux injections pour les vaccins. Ca n'avait jamais été le cas auparavant. Il n'y avait aucune justification scientifique à cela. Il y a eu aussi cette recommandation de n'utiliser que des vaccins brevetés particuliers. Il n'existait pourtant aucune raison à ce que l'on n'ajoute pas, comme on le fait chaque année, des particules antivirales spécifiques de ce nouveau virus H1N1, «complétant» les vaccins servant à la grippe saisonnière.»<sup>7</sup> Il ajoute: «C'est une grippe tout ce qu'il y a de plus normale. Elle ne provoque qu'un dixième des décès occasionnés par la grippe saisonnière classique. Tout ce qui importait et tout ce qui a conduit à la formidable campagne de panique à laquelle on a assisté, c'est qu'elle consti-

tuait une occasion en or pour les représentants des labos qui savaient qu'ils toucheraient le gros lot en cas de proclamation de pandémie.»

En Suisse, le bilan sanitaire de l'épidémie de grippe A H1N1 peut désormais être tiré: 20 personnes sont décédées, la majorité ayant présenté un facteur de risque. Les 13 millions de doses de vaccin, achetées pour 84 millions de francs, ont été faiblement utilisées (seule 15% de la population helvétique a été vaccinée), le surplus ayant été donné ou détruit. Au niveau des entreprises pharmaceutiques, Novartis a réalisé des résultats record en 2009: un chiffre d'affaire net en hausse de 11% et un résultat opérationnel de plus de 11 milliards de dollars US, dopé notamment par la division «Vaccins et Diagnostic» qui enregistre une hausse de son chiffre d'affaire de 38%.<sup>8</sup> Le groupe bâlois Roche a quant à lui augmenté ses ventes de 10%, alors que son résultat d'exploitation progressait de 14% à 15 milliards de francs suisses.<sup>9</sup> Pour 2009, les ventes de Tamiflu ont représenté 3,2 milliards de francs.

La Suisse est membre de l'OMS, dont le siège se trouve à Genève. S'il n'est pas aisé d'obtenir des chiffres actuels, on sait que pour l'exercice 2007, la Suisse a participé à hauteur de 1,2% du budget régulier de l'agence, c'est-à-dire qu'elle a versé 5 millions. Notre pays peut-il continuer de subventionner une institution qui ne cesse de trahir sa mission? Le Conseil fédéral doit désormais intervenir auprès de l'OMS afin que cette agence se donne les moyens d'une totale indépendance.

JULIEN SANSONNENS

1. www.iaea.org/about
2. www.independentwho.info/documents/onu/wha1240\_fr.pdf
3. www.iaea.org/newscenter/focus/chernobyl/pdfs/pr\_fr.pdf
4. www.greenpeace.org/france/news/tchernobyl-impact-sanitaire
5. www.chernobyl-day.org/img/pdf/yablokov2009-chernobyl-sm.pdf
6. www.rue89.com/2011/04/06/fukushima-tchernobyl-homs-repete-les-chiffres-de-laiea-198646
7. www.lepost.fr/article/2010/07/06/2142649\_commission-d-enquete-sur-le-role-des-firmes-pharmaceutiques.html
8. www.novartis.com/downloads/investors/financial-results/q4-2009-media-release\_fr.pdf

## Fukushima: il faudra entre 50 et 100 ans

Personne, aujourd'hui, ne sait comment gérer la catastrophe japonaise. Les images des dirigeants de Tepco, hébétés, ont fait le tour du monde: elles valent tous les discours sur l'impuissance de l'entreprise, du gouvernement ou des experts à résoudre cette crise. Comment le pourraient-ils? Il y a encore quelques mois, celui qui prévoyait un scénario de séisme suivi d'un tsunami entraînant la fusion d'au moins trois réacteurs nucléaires était bon pour l'asile.

Aujourd'hui, on ne sait pas même déconstruire une centrale nucléaire. En France, la centrale de Brennilis est en cours de démantèlement depuis 1985... et cela pourrait prendre encore 40 ans.

On a beaucoup parlé du «nuage» de Fukushima: désormais, la centrale expulse de manière continue des particules radioactives dans l'atmosphère. On se souvient du puits de pétrole au fond du Golfe du Mexique qui a déversé un flot de pollution pendant des mois... au Japon, la situation est la même, cela va durer des années, et personne n'a le

début d'une solution.

Selon un expert, le Dr. John Price, il faudra entre 50 et 100 ans jusqu'à ce que les barres de combustibles soient assez froides pour être approchées (à three-Miles Island, il a fallu cinq ans pour que le premier robot puisse prendre la température du cœur). Pendant un siècle, ces barres devront être refroidies. L'hypothèse d'une contamination de l'océan pendant des dizaines d'années ne peut être exclue.

## Trois camions de pompier

Au Japon, nous sommes sans doute confrontés à l'une des plus graves catastrophes qu'ait connues la civilisation: comment la gère-t-on? Avec trois camions de pompier. Les dirigeants de Tepco sont muets, abasourdis. Ils s'excusent, les yeux baissés, tandis qu'ils prévoient d'installer des bâches au-dessus des débris...

JSS

## Nest – la caisse de pensions écologique et éthique



Quelle que soit la taille de votre entreprise, nous avons la solution de prévoyance professionnelle adaptée à vos besoins.

Contactez-nous pour un conseil !

nest

Nest Fondation collective  
T 022 345 07 77  
info@nest-info.ch

Caisse de pensions écologique et éthique  
www.nest-info.ch